

Giulio Andreotti à son tour...

La justice italienne frappe désormais à la tête. Après les dirigeants de Fiat, de l'Office public des hydrocarbures, l'ENI, dans la sphère économique; après M. Bettino Craxi, ex-secrétaire du PSI, et M. Renato Altissimo, ex-secrétaire du Parti libéral, dans la sphère politique, elle s'attaque maintenant à M. Giulio Andreotti, pilier de la démocratie chrétienne et de la République italienne elle-même.

Partie de Milan, dans le Nord, l'entreprise d'assainissement - ou de démolition - d'un système qui vacille sous les coups de boutoir des juges s'étend désormais à Rome et au sud du pays, où des pratiques semblables à celles révélées par l'opération « Mains propres » sont mises au jour: par exemple, des détournements de l'aide accordée aux victimes d'un tremblement de terre en 1980, dans la région de l'Irpinia, près de Naples. Mais les terres du Sud sont aussi celles de la Mafia. Après le sursaut national provoqué par les assassinats des juges Falcone et Borsellino, les enquêteurs ont d'abord jeté leurs filets, avec l'aide des « repentis », dans le vivier mafieux lui-même. Les uns après les autres, les « parrains » et leurs affidés ont commencé à tomber.

MAIS si la justice est en mesure de confirmer que M. Andreotti a entretenu des liens avec la Mafia, c'est une réalité autrement terrifiante qui sera exhumée, si l'on songe que l'ancien président du conseil n'a pas quitté le devant de la scène nationale depuis un demi-siècle. Certes, M. Andreotti - sur qui le soupçon planait depuis longtemps - n'est pas encore jugé, et encore moins condamné. Pas plus d'ailleurs que M. Craxi.

Dans l'ambiance empoisonnée qui règne aujourd'hui en Italie, quand tout le monde s'emploie à salir tout le monde, il est parfois difficile de faire la part des rumeurs et de la réalité. Cependant, une chose est sûre: une certaine Italie est en train de mourir, au moment même où son vrai visage se dévoile, celui d'une société qui - pour schématiser - reposait apparemment sur une collusion politico-affairiste généralisée, doublée, au Sud, d'une sorte d'entente tacite entre de nombreux politiciens et la Mafia.

Le régime lui-même peut-il survivre à un tel traumatisme? L'entreprise de rénovation des partis, voire de purification pour les plus compromis d'entre eux, ne fait que commencer. Au cours du dernier week-end, le PSI, la démocratie chrétienne, mais aussi le PDS - l'ex-PCI, pourtant plus « neuf » - ont chacun exprimé leurs doutes et leur désarroi. Quant au courageux président du conseil, M. Giuliano Amato, il s'accroche pour tenir au moins jusqu'au 18 avril, date à laquelle se tiendront plusieurs référendums, portant notamment sur la réforme d'une partie du système électoral, afin de remettre en question la proportionnelle généralisée, socle de la « partitocratie ».

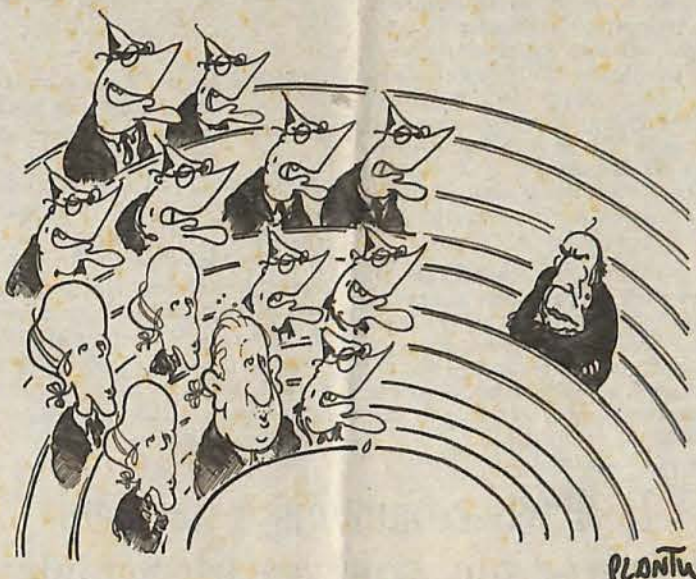
Si les partis, justement, sont divisés face à cette échéance, beaucoup, néanmoins, voudraient croire que le dimanche des référendums marquera le début de la reconstruction. Mais, pour l'heure, l'Italie est engagée dans une catharsis collective qui se révèle, de jour en jour, plus douloureuse, mais sera peut-être aussi, à terme, salutaire.

Lire page 14 l'article de MARIE-CLAUDE DECAMPS et l'entretien avec M. Indro Montanelli, le directeur d'« Il Giornale »

Avec plus de 480 sièges pour la droite contre 90 pour la gauche

Le gouvernement RPR-UDF disposera à l'Assemblée de la plus forte majorité depuis 1958

M. Pierre Bérégovoy devait remettre lundi 29 mars la démission de son gouvernement au président de la République. Avant que celui-ci ne lui désigne un successeur, les principaux responsables de la nouvelle majorité - dont aucun n'a mis en cause le principe de la cohabitation - avaient indiqué que, selon eux, le poste de premier ministre devait revenir au RPR, M. Valéry Giscard d'Estaing précisant qu'à ses yeux M. Edouard Balladur était la personnalité la plus qualifiée pour exercer cette fonction et conduire « hardiment » les réformes attendues par le pays. M. Jacques Chirac, pour sa part, a demandé à la nouvelle majorité de « dominer sa victoire ». Au sein de la coalition victorieuse, le RPR devance nettement l'UDF d'une quarantaine de sièges. Le nouveau gouvernement pourra s'appuyer sur une majorité massive RPR-UDF - la plus forte majorité depuis 1958 - avec plus de quatre cent quatre-vingts sièges contre quatre-vingt-dix à la gauche. Le Parti socialiste est le grand perdant de ce scrutin: quinze membres du gouvernement sont battus, ainsi que MM. Michel Rocard et Lionel Jospin. L'ancien premier ministre a appelé les socialistes à devenir des « reconstructeurs d'espoir ». Alors que le Parti communiste réussit à préserver son groupe, le Front national et les écologistes n'ont aucun élu.



tion victorieuse, le RPR devance nettement l'UDF d'une quarantaine de sièges. Le nouveau gouvernement pourra s'appuyer sur une majorité massive RPR-UDF - la plus forte majorité depuis 1958 - avec plus de quatre cent quatre-vingts sièges contre quatre-vingt-dix à la gauche. Le Parti socialiste est le grand perdant de ce scrutin: quinze membres du gouvernement sont battus, ainsi que MM. Michel Rocard et Lionel Jospin. L'ancien premier ministre a appelé les socialistes à devenir des « reconstructeurs d'espoir ». Alors que le Parti communiste réussit à préserver son groupe, le Front national et les écologistes n'ont aucun élu.

Le tournant

par Jean-Marie Colombani

On peut être vieux (quatre-vingts ans), vivre dans un couvent (c'est-à-dire, en principe, plus isolé encore que dans un palais officiel) et en savoir davantage sur la réalité, les difficultés de la vie en ces temps de chômage incontrôlable, les doutes d'un pays au seuil de temps nouveaux, que ceux qui font profession de le représenter. Dimanche soir, c'est en effet l'abbé Pierre qui a fait la leçon, sur France 2, à des politiques au langage convenu; c'est lui qui était le plus en phase avec la demande de renouvellement de l'opinion, lui qui paraissait plus jeune qu'un Laurent Fabius, brusquement vieillissant par la déroute du parti qu'il dirige, ou, plus inquiétant parce qu'il entre en scène,

qu'un Nicolas Sarkozy, prudent porte-parole de ceux qui triomphent.

Prudence inhabituelle, et remarquable en effet, que celle des vainqueurs; elle témoigne de la conscience qu'ont les nouveaux dirigeants des difficultés qu'ils vont devoir affronter. Ils les doivent bien davantage à la réalité objective du conflit qui s'annonce entre l'Europe et l'Amérique, aux forces centrifuges qui se manifestent à l'intérieur de ce qui doit devenir l'Union européenne, ou bien à la découverte, récente pour eux, que leurs alliés traditionnels du patronat n'ont pas, en matière d'emploi, les mêmes intérêts que la nation, qu'à un bilan des socialistes grossièrement noirci pour cause de mobilisation électorale.

Lire la suite page 5

La gauche face à elle-même

par Thomas Ferenczi

Avec quatre-vingt-dix élus à l'issue du second tour de scrutin, la gauche subit une des plus lourdes défaites de son histoire, comparable à celles de 1958, qui lui avait laissé moins de quatre-vingts sièges, et de 1968, qui lui en avait conservé cent vingt. En face d'elle, la droite, avec plus de quatre cent quatre-vingts sièges, disposera, comme on s'y attendait, d'une écrasante majorité. Le sursaut que la gauche appelait de ses vœux entre les deux tours ne s'est donc pas vraiment produit.

Si le Parti communiste limite les dégâts, le Parti socialiste est le grand vaincu de la consultation. Avec soixante-six élus (socialistes ou apparentés), contre plus de deux cent soixante-dix dans l'Assemblée sortante, le voici pra-

tiquement éliminé de régions ou de départements où il était implanté depuis des décennies. Des bastions entiers sont démantelés. En Midi-Pyrénées, où, avec le MRG, il détenait vingt et un sièges, il n'en garde que six, dont un seul en Haute-Garonne.

Dans le Languedoc-Roussillon, il passe de treize à deux députés, disparaissant de l'Aude, où lui échappe le siège, devenu symbolique, de Léon Blum, et ne conservant qu'un élu dans l'Hérault, un de ses fiefs traditionnels. Dans sa « forteresse » du Limousin, où il régnait sur sept des neuf circonscriptions, le maire de Limoges est aujourd'hui le seul rescapé.

En Rhône-Alpes, le PS n'a plus que trois sièges contre dix-neuf auparavant.

Lire la suite page 5

Les résultats du second tour selon le ministère de l'intérieur (sur 497 circonscriptions)

I. : 33 773 804 ; V. : 22 802 301 ; E. : 20 632 930 ; Abs. : 32,48 %

	Voix	%	Voix	%	
EXG.....	21 509	0,10 %	REG.....	38 971	0,17 %
PCF.....	951 213	4,61 %	DIV.....	-	-
PS.....	8 829 493	28,25 %	RPR.....	5 832 987	29,27 %
MAR.....	237 622	1,15 %	UDF.....	5 331 935	25,84 %
MAJ.....	448 187	2,17 %	DVD.....	738 372	3,56 %
GE.....	17 403	0,08 %	FN.....	1 168 160	5,66 %
VERTS.....	20 088	0,09 %	EXD.....	-	-

CODE ELECTORAL 1993

commenté et annoté par Jean-Yves VINCENT et Michel de VILLIERS Professeurs à la faculté de Droit et des Sciences politiques de Nantes

886 pages
250 F
(Franco : 275 F)

En vente chez votre libraire spécialisé ou

27, place Dauphine 75001 PARIS / 26, rue Soufflot 75005 PARIS
158, rue Saint-Jacques 75005 PARIS

Sursis pour Boris Eltsine

Deux folles journées n'ont pas dissipé la crise politique à Moscou, et, si le président russe s'est redressé, les blessures sont profondes

MOSCOU

de notre correspondant

Jamais, depuis que la jeune démocratie russe est en crise, elle n'avait paru si proche du suicide collectif. Jamais, depuis qu'il est au pouvoir, Boris Eltsine n'avait fait si peur à ses partisans, jamais ses ennemis ne l'avaient vu si vulnérable. Le président russe a vacillé. Et puis, il s'est ressaisi, et, au terme de deux folles journées, on en est, en apparence, toujours au même point, et avec les mêmes acteurs: M. Eltsine, qui, à nouveau ne jure plus que par le peuple. Le président du Parlement, Rouslan Khasboulatov, qui a bien failli passer à la trappe dans l'aventure, mais s'en est tiré lui aussi. Et le Congrès des députés, plus hostile que jamais au président, plus convaincu que jamais de représenter, mieux que Boris Eltsine, la Russie profonde.

Rien donc, au bout du compte, n'a changé. Sinon que tout cela laissera des traces, que tout le monde est blessé, et que tous ne s'en remettront pas.

Le drame s'est noué samedi 28 mars, en fin d'après-midi. Le Congrès était sur le point de s'achever, sans grande surprise. Les députés, sous la houlette de

M. Khasboulatov, avaient décidé, à une forte majorité, de ne pas même mettre à l'ordre du jour un vote sur la destitution de M. Eltsine - étant entendu que c'était au-delà de leurs forces, et contraire à leur intérêt. Ils s'apprêtaient en revanche à reprendre à leur compte le « référendum » lancé par Boris Eltsine, mais sous une forme beaucoup moins favorable au président. L'équipe présidentielle se battait pied à pied, sur l'énoncé des questions, sur les modalités du scrutin, cédant au passage beaucoup de terrain. C'est alors que Boris Eltsine, qu'on n'avait pas vu au Congrès depuis le début de la matinée, s'avance vers la tribune. Les regards, étonnés, se figent:

d'abord, il est curieusement coiffé, les cheveux tombant sur le côté. Et puis, ce visage boucoulé, ces yeux gonflés, cette élocution lente, pénible... Dans Moscou, on commence à s'appeler au téléphone: « Regarde la télévision, regarde dans quel état il est »... Plus tard, l'émotion passée, l'entourage allait avancer diverses explications: « Le président venait de jouer au tennis quand il s'est rendu d'urgence au Congrès », avançait son porte-parole. « Il a dû interrompre un traitement médical accompagné d'un massage », expliqua une source officielle.

JAN KRAUZE
Lire la suite et l'article de JOSÉ-ALAIN FRAZON page 13

Rencontre avec Federico Fellini

Alors que Hollywood lui rend hommage en lui remettant, lundi 29 mars, un Oscar pour l'ensemble de son œuvre, Federico Fellini a accordé un entretien au Monde. Il s'y explique sur son long silence cinématographique (la Voce della luna, son dernier film, date de 1990), ses relations avec la gloire, la télévision et la publicité.

page 19